

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

---

**Travaux de dragages sur le réseau navigable de la  
Direction Territoriale Centre-Bourgogne**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**12/03/2026 à 17H00**

#### **VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

1 chemin Jacques-de-Baerze  
CS 36229  
21062 DIJON Cedex

**Téléchargement des pièces de consultations :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>  
**Référence :** **25\_SEMEH\_ACDRAGAGE**

**Important :**

Tous les documents de communication et de notification (*demandes de complément, information aux candidats non retenus, notification...*) s'effectueront par voie dématérialisée sous la forme d'un courrier par le biais de la plateforme <https://www.marchespublics.gouv.fr> . Les candidats doivent obligatoirement indiquer dans **leur acte d'engagement une adresse de messagerie électronique valide et consultée quotidiennement** à laquelle seront envoyés ces documents.

**L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE), notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.**

## **1 - Objet et étendue de la consultation**

### **1.1 - Objet**

La présente consultation concerne des travaux de dragages sur le réseau navigable de la Direction Territoriale Centre-Bourgogne

**Lieu(x) d'exécution :**

- Lot 1 : UTI Nivernais-Yonne,
- Lot 2 : UTI Saône Loire (dont Seille),
- Lot 3 : UTI Val de Loire-Seine,
- Lot 4 : UTI Bourgogne

### **1.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### **1.3 - Type et forme de contrat**

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

**Chaque lot sera attribué à un maximum de 2 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).**

**Pour chaque lot, l'attributaire classé 1<sup>er</sup> dans l'ordre de classement établi dans la décision d'attribution du pouvoir adjudicateur, sera sollicité en priorité pour l'exécution de la prestation via l'émission d'un bon de commande.**

**En cas :**

- **De refus expresse de sa part**
- **D'impossibilité avérée de répondre à la commande dans le délai imparti**
- **Ou d'absence de réponse dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception de la commande**

**l'acheteur pourra alors se tourner vers l'attributaire classé second dans l'ordre de classement établi dans la décision d'attribution du pouvoir adjudicateur.**

### **1.4 - Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Lot 1 : UTI Nivernais Yonne
02	Lot 2 : UTI Saône-Loire
03	Lot 3 : UTI Val de Loire-Seine
04	Lot 4 : UTI Bourgogne

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45252124-3	Travaux de dragage et de pompage

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Cependant, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution de l'accord-cadre.

### 2.3 – Variantes et PSE

Les variantes et les PSE ne sont pas autorisées.

### 2.4 - Développement durable

Les candidats devront mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations. Ces derniers prendront notamment connaissance des dispositions contenues dans la charte environnementale jointe au dossier de consultation des entreprises.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des

demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication (AAPC),
- Le Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail estimatif (DE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La charte Environnementale de la DTCB
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables (ceci concerne uniquement les éléments de la candidature).

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette demande porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

**Attention, seule la réponse électronique est acceptée, les plis « papier » seront refusés et seront retournés à l'expéditeur. La signature électronique n'est pas obligatoire pour répondre.**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous.

## 5.1 - Documents à produire au titre de la candidature tels que prévus aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (*lettre de candidature*) et DC2 (*déclaration du candidat*) joints au DCE mais également disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Les candidats fourniront à l'appui de leur candidature **les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.**

En sus des pièces précitées, les candidats devront remettre les documents les documents suivants :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
En application de l'article L2143-9 du Code de la Commande Publique, le candidat devra préciser s'il est en redressement judiciaire et produire une copie du jugement prononcé, le cas échéant
Pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises
Déclaration de chiffre d'affaires reprenant le CA des 3 dernières années afin d'apprécier la capacité économique et financière du candidat
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Déclaration indiquant le nombre d'unités de dragage pouvant être déployées en simultané
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Ces références devront portés sur les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– dragages avec atelier flottant et terrestre</li><li>– suivi écologique dans les domaines suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>o Écologie faune, flore et habitats, notamment malacologie</li><li>o Hydrobiologie</li><li>o Connaissance des espèces exotiques envahissantes</li><li>o Réglementation environnementale / procédures</li></ul></li></ul>

## 5.2 – Documents à produire au titre de l'offre

**Attention l'ensemble des pièces ci-dessous listées sont des éléments nécessaires à l'appréciation de l'offre. Leur communication est obligatoire sous peine d'irrégularité de l'offre (à l'exception des sous détails des prix et du modèle de journal de chantier)**

**Le candidat doit fournir un dossier d'offre par lot.**

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dûment complété, daté et signé, pour chaque lot
Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chaque lot - cadre joint à compléter dans son intégralité
Le détail estimatif pour chaque lot – Pièce non contractuelle destinée à l'appréciation du critère prix des offres
<i>Un sous-détail des prix (si non transmis pas éliminatoire) pour chaque lot</i>
<i>Un modèle de journal de chantier, incluant le suivi écologique (si non transmis par éliminatoire) pour chaque lot</i>
Une notice type retraçant le Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance de l'Environnement (SOPAE) par lot intégrant le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de Chantier (SOGED). Cette notice détaillera : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les méthodes (matériels et procédés) qui seront employées pour ne pas mélanger les différents sédiments et déchets</li><li>- Les procédures d'alertes et d'interventions</li><li>- Les filières de gestion des sédiments seront précisées, en distinguant celles actuellement disponibles de celles envisagées : l'agriculture (épandage, structuration des sols, support de culture), les filières du BTP (techniques routières, fabrication de matériaux, comblement technique), ainsi que les projets d'expérimentation ou de recherche et développement. Elle présentera également sa capacité à identifier de manière réactive des filières de gestion au plus proche du site d'extraction.</li><li>- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux, à la fois en matière de suivi des sédiments et des déchets, mais aussi en matière de suivi environnemental (suivi de la qualité de eaux en particulier)</li></ul>
Un mémoire explicatif par lot détaillant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur le site</li><li>- les matériels et procédés envisagés pour réaliser les travaux demandés, ainsi que la justification de leur indication avec les prescriptions du CCTP (rendements des unités, suivi environnemental, précision et qualités des travaux)</li></ul>

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> - **25\_SEMEH\_ACDRAGAGE**

**La transmission des plis par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

Le pli doit contenir l'ensemble des pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

En cas de difficultés sur la **Plate-forme des Achats de l'État (PLACE)**, une assistance est mise à la disposition des entreprises de 09h00 à 19h00 au **01.76.64.74.07** ou à l'adresse suivante : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com)

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou offres des candidats seraient réputées n'avoir jamais été reçues.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**VNF - Direction territoriale - Centre-Bourgogne**  
**1 chemin Jacques-de-Baerze**  
**CS 36229**  
**21062 DIJON Cedex**

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : rtf, docx, xlsx, slk, pdf, ppt, pps, dwg, dxf, jpg.

Chaque document pour lequel une signature est requise peut faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES dès la remise de l'offre.

**La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.**

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

**La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.**

L'offre remise non revêtue d'une signature électronique ou bien comportant une signature électronique non conforme à la réglementation pourra être rematérialisée sous forme « papier ». L'entreprise susceptible d'être retenue aura 7 jours à compter de la date de réception de la demande pour retourner son acte d'engagement, signé par une personne habilitée à engager la société, au pouvoir adjudicateur.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **7 - Examen des candidatures et des offres**

### **7.1 -Candidatures**

Critères d'appréciation des candidatures :

- Garanties professionnelles et financières
- Compétences et moyens généraux de l'entreprise candidate
- Adéquation des références avec les prestations à réaliser

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces **dans un délai maximum de 7 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2 - Attribution des accords-cadres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Cette régularisation ne pourra avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres remises. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au regard du montant total en € TTC indiqué au détail estimatif (DE)	40.0
2-Performance technique	20.0
2.1-Matériels et procédés envisagés pour réaliser les travaux demandés, avec justification de leur adéquation au CCTP (rendements, suivi environnemental, précision et qualité)	10.0
2.2-Principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur le site	10.0
3-Valeur environnementale au regard de la notice retraçant le SOPAE intégrant le SOGED	40.0
3.1-Méthodes pour éviter le mélange des sédiments et déchets	10.0
3.2-Procédures d'alerte et d'intervention	10.0



3.3-Précision des filières de gestion des sédiments et réactivité pour identifier des filières proches du site	10.0
3.4-Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité pour les sédiments, les déchets et le suivi environnemental	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100. La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

**Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation**

Avec :

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.
- Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

En cas d'égalité de la note globale entre deux candidats, le candidat le mieux placé pour le critère « valeur technique » sera classé au 1er rang.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement de consultation et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix et le détail estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le BPU et le DQE, seuls les prix mentionnés en chiffres seront pris en compte, si des prix en lettres sont indiqués en sus ils seront considérés comme non écrits.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

La négociation est interdite

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> – **25\_SEMEH\_ACDRAGAGE**

Cette demande doit intervenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.**

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Dijon

22 Rue d'Assas

BP 61616

21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00  
Courriel : [greffe.ta-dijon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-dijon@juradm.fr)  
Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

L'obtention des renseignements relatifs à l'introduction des recours se fera à la même adresse.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

## **9 - Utilisation des données à caractère personnel**

### **9.1 - Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

### **9.2 - Communication aux tiers**

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

### **9.3 - Droits d'accès, de rectification, de suppression**

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

### **9.4 - Durée de conservation des données personnelles**

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.